

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 4258

[C - 2010/29669]

1^{er} DECEMBRE 2010. — Décret portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives aux Hautes Ecoles**Section I^{re}. — Modifications au décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles*

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, 3^o du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, modifié par les décrets du 27 février 2003, 31 mars 2004 et 30 juin 2006, les termes « d'une même catégorie » sont supprimés.

Art. 2. L'article 21bis, alinéa 2 du même décret, inséré par le décret du 9 septembre 1996 et complété par les décrets du 17 juillet 1998, du 8 février 2001 et 17 février 2002, est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les études visées par la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux, chaque établissement d'enseignement offre un programme de formation qui contient au moins 4 600 heures réparties sur trois années d'études au minimum. Le respect de cette obligation par l'étudiant est constaté par le jury d'examens lorsqu'il décide de son admission dans l'année d'études supérieure ou la collation d'un des grades visés par la directive. ».

Art. 3. L'article 23, § 1^{er}, du même décret, complété par le décret du 8 février 1999, est complété par un point 9^o rédigé comme suit :

« 9^o d'un cycle de l'enseignement supérieur de type court à un deuxième cycle de l'enseignement supérieur de type long pour lequel il n'est pas organisé de 1^{er} cycle correspondant. ».

Art. 4. A l'article 26, § 6bis, du même décret, les termes « ou aux études » sont remplacés par les termes « ou aux épreuves des études ».

Art. 5. A l'article 31, § 2, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 31 mai 1999, remplacé par le décret du 30 juin 2006 et modifié par le décret du 19 février 2009, les termes « de sportif de haut niveau ou d'espoir sportif » sont remplacés par les termes « de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de partenaire d'entraînement ».

Art. 6. A l'article 43 du même décret, modifié par les décrets du 9 septembre 1996, 4 février 1997 et 30 juin 2006, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« L'accès aux épreuves organisées par ces jurys est réservé aux personnes qui ne peuvent suivre régulièrement les activités d'enseignement des cursus. En cas de refus d'accès, la procédure de recours prévue à l'article 26, § 4 du présent décret, est d'application. ».

Art. 7. L'article 71, alinéa 9 du même décret, complété par le décret du 30 juin 1998 et modifié par le décret du 30 juin 2006, est complété par les termes suivants : « Un département peut être transcategoriel. Dans ce cas, le Conseil de département remet ses avis aux Conseils de catégorie dont il dépend. ».

Section II. — Modification au décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 8. Dans l'article 9, alinéa 2, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les termes « , ni supérieur à la croissance réelle du produit national brut » sont supprimés.

CHAPITRE II. — Dispositions communes aux Hautes Ecoles, aux Ecoles supérieures des Arts et aux Instituts supérieurs d'architecture

Section I^{re}. — Modifications au décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française

Art. 9. Dans l'article 6 du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 10. L'article 24, § 2, du même décret est complété par un point 8^o libellé comme suit :

« 8^o pour activité syndicale. ».

Art. 11. Dans l'annexe 2 du même décret, la 3^e colonne, 12^e ligne, en regard des mentions « Messenger-huissier, Surveillant » et « Premier Surveillant-chef », est complétée par la mention « Fonction de niveau 3 : Agent administratif de niveau 3 ».

Section II. — Modification à l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat

Art. 12. Dans l'article 51*bis* de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que modifié par les décrets des 1^{er} juillet 2005 et 20 juillet 2006, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3 :

« Le chapitre VIII est toutefois applicable :

a) aux membres temporaires du personnel administratif soumis au décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, en activité de service, et qui, au plus tard dans les trente jours qui suivent la rentrée académique, sont désignés ou engagés à titre temporaire pour la durée complète d'une année académique;

b) aux membres temporaires du personnel ouvrier des établissements d'enseignement supérieur non universitaire, soumis au décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, en activité de service, et qui, au plus tard dans les trente jours qui suivent la rentrée académique, sont désignés à titre temporaire pour la durée complète d'une année académique ou qui bénéficient d'une désignation à titre temporaire pour une durée indéterminée sur la base de l'article 189, § 2*bis* du même décret. ».

Section III. — Modification à la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977

Art. 13. Dans l'article 76 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977, le 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° par les membres du personnel des Hautes Ecoles, Ecoles supérieures des Arts et Instituts supérieurs d'Architecture : au-delà du 31 août de l'année académique au cours de laquelle ils ont atteint l'âge de 65 ans. »

Section IV. — Modification à l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984
relatif aux charges, traitements, subventions-traitements
et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux

Art. 14. L'article 10*ter*, § 7, de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les Instituts supérieurs d'Architecture, la prolongation visée à l'alinéa 1^{er} peut être autorisée, à la demande du membre du personnel, jusqu'au 31 août de l'année académique au cours de laquelle ce dernier est admissible à la pension. ».

Section V. — Modification à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux

Art. 15. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, le point 15° est remplacé par le point 15° suivant :

« 15° le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française. »;

2° à l'alinéa 3, les termes « visé aux 8° et 11° » sont remplacés par les termes « visé aux 8°, 11° et 15° »;

3° à l'alinéa 4, les termes « visés aux points 1° à 11° » sont remplacés par les termes « visés à l'alinéa 1^{er} ».

Section VI. — Modification au décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement

Art. 16. L'article 75, § 1^{er}, du décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement est complété par un point 14° libellé comme suit :

« 14° Le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions communes aux Hautes Ecoles et aux Ecoles supérieures des Arts : Modifications à l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 17. L'article 29 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993, est complété par l'alinéa suivant :

« L'alinéa 1^{er} est également applicable aux membres du personnel temporaire soumis au décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ou au décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants, en activité de service et qui, au plus tard dans les trente jours qui suivent la rentrée académique, sont désignés ou engagés à titre temporaire pour la durée complète d'une année académique. ».

Art. 18. Dans l'article 31, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, les termes « à partir du 1^{er} septembre » sont remplacés par les termes « à partir du 1^{er} jour de l'année scolaire ou académique ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives à l'enseignement supérieur artistique*

Section I^{re}. — Modifications au décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique

Art. 19. L'article 6 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, abrogé par le décret du 2 juin 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur artistique, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 6. § 1^{er}. Le Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts établit, pour chaque section/option, une seule grille de cours, conformément au modèle déterminé par le Gouvernement.

§ 2. Le directeur de l'Ecole supérieure des Arts, sur proposition du Conseil de Gestion pédagogique, soumet à l'approbation du Gouvernement, les grilles de cours et leurs modifications. Les grilles de cours sont approuvées par le Gouvernement, selon la procédure qu'il fixe.

§ 3. Le directeur de l'Ecole supérieure des Arts, sur proposition du Conseil de Gestion pédagogique, soumet au Gouvernement, avant le 1^{er} mars de chaque année, les grilles de cours pour l'année académique suivante.

Le Gouvernement se prononce dans les deux mois de la réception de l'avis visé à l'alinéa 1^{er}. Passé ce délai, le Gouvernement est réputé avoir approuvé la grille de cours. Si le Gouvernement n'approuve pas la grille de cours, l'Ecole supérieure des Arts peut en soumettre une nouvelle, dans le mois qui suit la réception de la décision du Gouvernement.

Passé ce délai, le Gouvernement est réputé avoir approuvé la nouvelle grille de cours.

§ 4. Les grilles de cours ont insérées dans le règlement particulier des études ».

Art. 20. Dans l'article 11, alinéa 3, du même décret, le terme « didactique » est remplacé par les termes « spécialisée ou approfondie ».

Art. 21. Dans l'article 14, § 5, alinéa 3, du même décret, le terme « didactique » est remplacé par les termes « spécialisée ou approfondie ».

Art. 22. Dans l'article 19, § 5, alinéa 3, du même décret, le terme « didactique » est remplacé par les termes « spécialisée ou approfondie ».

Art. 23. Dans l'article 23, alinéa 3, du même décret, le terme « didactique » est remplacé par les termes « spécialisée ou approfondie ».

Section II. — Modification au décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)

Art. 24. Dans le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), la section 2 du chapitre IV du Titre I^{er} de la Deuxième partie, est remplacée par une section 2 rédigée comme suit :

« Section 2 - Le projet pédagogique et artistique du directeur, du directeur adjoint ou du directeur de domaine

Article 9. Le projet pédagogique et artistique du candidat au mandat de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine, expose la manière détaillée et singulière dont il envisage sa tâche de direction de l'Ecole supérieure des Arts.

Ce document est envoyé à l'Ecole supérieure des Arts conformément au prescrit de l'appel au *Moniteur belge* visé aux articles 102, 227 et 357 du présent décret. ».

Art. 25. Dans l'article 17, alinéa 1^{er}, du même décret, remplacé par le décret du 2 juin 2006 et modifié par les décrets du 11 janvier 2008 et du 30 avril 2009, le 1^o est remplacé par 1^o rédigé comme suit :

« 1^o du directeur, du ou des directeur(s) adjoint(s) et du ou des directeur(s) de domaine; ».

Art. 26. L'article 22 du même décret est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« En cas d'égalité des votes, la voix du président est prépondérante. »

Art. 27. L'article 57 du même décret, complété par les décrets du 25 mai 2007, du 11 janvier 2008, du 18 juillet 2008 et modifié par les décrets du 19 février 2009 et du 30 avril 2009, est remplacé par un article rédigé comme suit :

« Article 57. § 1^{er}. Chaque Ecole supérieure des Arts est dirigée par un Directeur pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire.

Une Ecole supérieure des Arts qui compte au moins 500 étudiants finançables se voit octroyer un emploi de Directeur adjoint pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire pour cinq ans.

Une Ecole supérieure des Arts qui compte au moins 800 étudiants finançables se voit octroyer un deuxième emploi de Directeur adjoint pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire pour cinq ans.

A l'exception des Ecoles supérieures des Arts visées aux alinéas 2 et 3, une Ecole supérieure des Arts qui compte plusieurs domaines se voit octroyer un emploi de Directeur de domaine, par domaine supplémentaire, pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire pour cinq ans.

Le Directeur de domaine est désigné par le Pouvoir organisateur, conformément à la procédure de recrutement applicable pour la désignation des directeurs des Ecoles supérieures des Arts.

Le Directeur de domaine dirige le domaine pour lequel il est désigné. Il agit sous l'autorité du Directeur de l'Ecole supérieure des Arts.

§ 2. Lorsque plusieurs domaines sont organisés au sein d'une Ecole supérieure des Arts, il est créé un collège de direction composé de l'ensemble des directeur, directeur(s) adjoint(s) et directeur(s) de domaine. Il est présidé par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts.

Le collège de direction est chargé d'assurer l'exécution des décisions de l'organe de gestion de l'Ecole supérieure des Arts et prend les décisions pour lesquelles il a reçu délégation.

§ 3. En cas de fusion de deux ou plusieurs Ecoles supérieures des Arts, l'Ecole supérieure des Arts issue de la fusion peut prévoir que les titulaires de mandats de directeurs ou de directeurs adjoints dans les Ecoles supérieures des Arts fusionnées conservent leur mandat pour une durée égale à la durée restante de celui-ci.

Les directeurs ou directeurs adjoints en surnombre peuvent être reconduits pour un et un seul mandat mais ne sont pas remplacés s'il est mis fin prématurément à leur mandat. Lorsque ces mandats ne peuvent pas être reconduits, les unités d'emplois qu'ils représentent restent acquises à l'établissement fusionné.

Toutefois un seul directeur issu des Ecoles supérieures des Arts fusionnées peut exercer la fonction de directeur de l'Ecole supérieure des Arts issue de la fusion. Les autres titulaires de mandat exercent les fonctions de directeur adjoint.

§ 4. En cas de fusion de deux ou plusieurs Ecoles supérieures des Arts organisant des domaines d'enseignement différents, l'Ecole supérieure des Arts issue de la fusion peut prévoir de conserver par domaine d'enseignement, les titulaires de mandats de directeurs, et le cas échéant, de directeurs adjoints, dans les Ecoles supérieures des Arts fusionnées.

Les directeurs des Ecoles supérieures des Arts fusionnées exercent alors la fonction de directeur de domaine dans l'Ecole supérieure des Arts issue de la fusion jusqu'au terme de leur mandat en cours.

Lorsqu'à l'issue d'une fusion plusieurs directeurs de domaines sont amenés à diriger le même domaine, leurs prérogatives sont établies par le pouvoir organisateur, sur avis du Conseil de Gestion pédagogique.

Un seul directeur issu des Ecoles supérieures des Arts fusionnées peut exercer la fonction de directeur de l'Ecole supérieure des Arts issue de la fusion. »

Art. 28. Dans le même décret, entre les articles 57 et 58, sont insérés un article *57bis* et un article *57ter* rédigés comme suit :

« Article *57bis*. Le Directeur, sur avis du Conseil de Gestion pédagogique, désigne un membre du personnel chargé de coordonner l'évaluation de la qualité pour lequel il est attribué un quart d'unité d'emploi d'encadrement supplémentaire. En cas de fusion d'Ecoles supérieures des Arts, cette charge est multipliée par le nombre d'Ecoles supérieures des Arts parties à la fusion. La charge hebdomadaire à prestations complètes est de 36 heures par semaine. Elle est divisible en quarts de charge.

Le Directeur de l'Ecole Supérieure des Arts transmet au Gouvernement avant le 15 octobre de l'année en cours, l'identité et la charge du membre du personnel chargé de cette tâche. Dans le cas où l'Ecole supérieure des Arts reste en défaut de transmettre cette information ou que la charge consacrée à l'évaluation de la qualité est inférieure à un quart d'unité d'emploi supplémentaire, le montant supplémentaire est réduit à due concurrence pour l'année suivante.

Article *57ter*. Le Directeur, sur avis du Conseil compétent suivant la législation fédérale, désigne un membre du personnel chargé du Service interne de Prévention et de Protection au travail (SIPP) pour lequel il est attribué un quart d'unité d'emploi supplémentaire. En cas de fusion d'Ecoles supérieures des Arts, cette charge est multipliée par le nombre d'Ecoles supérieures des Arts parties à la fusion. La charge hebdomadaire à prestations complètes est de 36 heures par semaine. Elle est divisible en quarts de charge.

Le Directeur de l'Ecole supérieure des Arts transmet au Gouvernement avant le 15 octobre de l'année en cours, l'identité et la charge du membre du personnel chargé de cette tâche. Dans le cas où l'Ecole supérieure des Arts reste en défaut de transmettre cette information ou que la charge consacrée à cette tâche est inférieure à un quart d'unité d'emploi supplémentaire, le montant supplémentaire est réduit à due concurrence pour l'année suivante. »

Art. 29. Dans l'article 69 du même décret, complété par le décret du 11 janvier 2008, il est inséré un *5°bis* rédigé comme suit :

« *5°bis* Directeur de domaine ».

Art. 30. Dans l'article 71 du même décret, les termes « de directeur et de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint et de directeur de domaine ».

Art. 31. A l'article 72, § 5, du même décret, modifié par le décret du 3 mars 2004, complété par le décret du 2 juin 2006 et modifié par les décrets du 11 janvier 2008 et 30 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, entre les termes « le ou les directeur(s) adjoint(s) » et les termes « s'il échet », sont insérés les termes « et le ou les directeur(s) de domaine »;

2° à l'alinéa 3, les termes « d'un directeur et d'un directeur adjoint » sont remplacés par les termes « d'un directeur, d'un directeur adjoint et d'un directeur de domaine ».

Art. 32. Dans l'article 75 du même décret, est inséré un 3°bis rédigé comme suit :

« 3°bis Directeur de domaine ».

Art. 33. Dans l'article 77 du même décret, les termes « de directeur et de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint et de directeur de domaine ».

Art. 34. Dans la deuxième phrase de l'alinéa 1^{er} de l'article 78, § 3, du même décret, modifié par le décret du 3 mars 2004, entre les termes « le directeur adjoint » et les termes « s'il échet », sont insérés les termes « et le ou les directeur(s) de domaine ».

Art. 35. Dans l'article 101, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 11 juillet 2002, complété par le décret du 3 mars 2004 et modifié par les décrets du 2 juin 2006 et du 11 janvier 2008, les termes « de directeur et de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint et de directeur de domaine ».

Art. 36. Dans l'article 102, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 11 janvier 2008, les termes « des directeurs et directeurs adjoints » sont remplacés par les termes « des directeurs, des directeurs adjoints et des directeurs de domaine ».

Art. 37. L'article 120 du même décret est remplacé par un article rédigé comme suit :

« Article 120. - Le mandat des directeurs adjoints leur est confié par le Gouvernement pour une durée de cinq ans. Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par le Conseil de gestion pédagogique défini à l'article 16 du présent décret. »

Art. 38. Entre l'article 121 et l'article 122 du même décret, il est inséré une sous-section 2bis rédigée comme suit :

« Sous-section 2bis. Des mandats des directeurs de domaine

Article 121bis. Le mandat des directeurs de domaine leur est confié par le Gouvernement pour une durée de cinq ans. Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par le Conseil de gestion pédagogique défini à l'article 16 du présent décret.

Article 121ter. Nul ne peut se voir confier un mandat pour exercer une fonction de directeur de domaine s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° remettre, lorsqu'il s'agit d'une première entrée en fonction dans l'enseignement, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;

4° être de conduite irréprochable;

5° satisfaire aux lois sur la milice;

6° déposer un projet pédagogique et artistique relatif au mandat visé et le présenter à la Commission de recrutement. »

Art. 39. Dans le même décret, la sous-section 4 de la section 3 du chapitre II du Titre III de la quatrième partie, est remplacée par une sous-section 4 rédigée comme suit :

« Sous-section 4. De la fin anticipative des mandats de directeur, de directeur adjoint et de directeur de domaine

Article 125. Le Gouvernement peut mettre fin anticipativement à tout mandat de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine qui ne fait pas partie du personnel enseignant nommé à titre définitif conformément aux dispositions de licenciement prévues aux articles 114 à 117 du présent décret. Le membre du personnel enseignant nommé à titre définitif peut être déchargé de son mandat de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine par décision du Gouvernement. ».

Art. 40. Dans l'article 133 du même décret, les termes « des directeurs et des directeurs adjoints » sont remplacés par les termes « des directeurs, des directeurs adjoints et des directeurs de domaine ».

Art. 41. Dans l'article 142, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° du même décret, les termes « de directeur ou de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine ».

Art. 42. Dans l'article 151, alinéa 2 du même décret, complété par le décret du 3 mars 2004, les termes « de directeur ou de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine ».

Art. 43. Dans l'article 154 du même décret, les termes « de directeur ou de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine ».

Art. 44. Dans l'article 165, § 1^{er}, alinéa 2 du même décret, les termes « de directeur ou de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine ».

Art. 45. Dans l'article 171, alinéa 3 du même décret, modifié par le décret du 19 février 2009, les termes « de directeur ou de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine ».

Art. 46. Dans l'article 182, alinéa 3 du même décret, les termes « de directeur ou de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine ».

Art. 47. Dans l'article 226, alinéa 2 du même décret, modifié par le décret du 11 juillet 2002, complété par le décret du 3 mars 2004, modifié par les décrets du 2 juin 2006 et du 11 janvier 2008, les termes « de directeur et de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint et de directeur de domaine ».

Art. 48. Dans l'article 227, alinéa 2 du même décret, modifié par le décret du 11 janvier 2008, les termes « des directeurs et directeurs adjoints » sont remplacés par les termes « des directeurs, des directeurs adjoints et des directeurs de domaine ».

Art. 49. L'article 246 du même décret est remplacé par un article rédigé comme suit :

« Article 246. Le mandat des directeurs adjoints leur est confié par le pouvoir organisateur pour une durée de cinq ans. Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par le Conseil de gestion pédagogique défini à l'article 16 du présent décret. »

Art. 50. Il est inséré, entre l'article 248 et l'article 249 du même décret une sous-section *2bis* rédigée comme suit :

« Sous-section *2bis*. Des mandats des directeurs de domaine

Article *248bis*. Le mandat des directeurs de domaine leur est confié par le Pouvoir organisateur pour une durée de cinq ans. Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par le Conseil de gestion pédagogique défini à l'article 16 du présent décret.

Article *248ter*. Nul ne peut se voir confier un mandat pour exercer une fonction de directeur de domaine s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° remettre, lorsqu'il s'agit d'une première entrée en fonction dans l'enseignement, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;

4° être de conduite irréprochable;

5° satisfaire aux lois sur la milice;

6° déposer un projet pédagogique et artistique relatif au mandat visé et le présenter à la Commission de recrutement.

Article *248quater*. Les candidatures à un mandat dans une fonction de directeur de domaine sont examinées par la Commission de recrutement visée aux articles 15 et 63 à 67 du présent décret. Elle apprécie les *curriculum vitae* des candidats et examine leur projet pédagogique et artistique. Après examen des projets, la Commission sélectionne les candidats retenus pour un entretien individuel.

La Commission de recrutement remet un rapport motivé pour chaque candidat au Conseil de gestion pédagogique. Le directeur transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur. »

Art. 51. Dans le même décret, la sous-section 4 de la section 3 du chapitre II du Titre IV de la quatrième partie, est remplacée par une sous-section 4 rédigée comme suit :

« Sous-section 4. De la fin anticipative des mandats de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine

Article 252. Le Pouvoir organisateur peut mettre fin anticipativement à tout mandat de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine qui ne fait pas partie du personnel enseignant nommé à titre définitif conformément aux dispositions de licenciement prévues aux articles 240 et 241 du présent décret.

Le membre du personnel enseignant nommé à titre définitif peut être déchargé de son mandat de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine par décision du Pouvoir organisateur. »

Art. 52. Dans l'article 260, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o du même décret, les termes « de directeur ou de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine ».

Art. 53. Dans l'article 269, alinéa 2 du même décret, les termes « de directeur ou de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine ».

Art. 54. Dans l'article 280, § 1^{er}, alinéa 2 du même décret, les termes « de directeur ou de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine ».

Art. 55. Dans l'article 299, alinéa 3 du même décret, les termes « de directeur ou de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine ».

Art. 56. Dans l'article 356, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 11 juillet 2002 et complété par les décrets du 3 mars 2004, 2 juin 2006 et 11 janvier 2008, les termes « de directeur et de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint et de directeur de domaine ».

Art. 57. Dans l'article 357, alinéa 2 du même décret, modifié par le décret du 11 janvier 2008, les termes « des directeurs et directeurs adjoints » sont remplacés par les termes « des directeurs, des directeurs adjoints et des directeurs de domaine ».

Art. 58. L'article 376 du même décret est remplacé par un article rédigé comme suit :

« Article 376. Le mandat des directeurs adjoints leur est confié par le pouvoir organisateur pour une durée de cinq ans. Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par le Conseil de gestion pédagogique défini à l'article 16 du présent décret. »

Art. 59. Dans le même décret, entre l'article 378 et l'article 379, il est inséré, une sous-section *2bis* rédigée comme suit :

« Sous-section *2bis*. Des mandats des directeurs de domaine

Article *378bis*. Le mandat des directeurs de domaine leur est confié par le Pouvoir organisateur pour une durée de cinq ans. Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par le Conseil de gestion pédagogique défini à l'article 16 du présent décret.

Article *378ter*. Nul ne peut se voir confier un mandat pour exercer une fonction de directeur de domaine s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° remettre, lorsqu'il s'agit d'une première entrée en fonction dans l'enseignement, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;

4° être de conduite irréprochable;

5° satisfaire aux lois sur la milice;

6° déposer un projet pédagogique et artistique relatif au mandat visé et le présenter à la Commission de recrutement.

Article 378^{quater}. Les candidatures à un mandat dans une fonction de directeur de domaine sont examinées par la Commission de recrutement visée aux articles 15 et 63 à 67 du présent décret. Elle apprécie les curriculum vitae des candidats et examine leur projet pédagogique et artistique. Après examen des projets, la Commission sélectionne les candidats retenus pour un entretien individuel.

La Commission de recrutement remet un rapport motivé pour chaque candidat au Conseil de gestion pédagogique. Le directeur transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur. ».

Art. 60. Dans le même décret, la sous-section 4 de la section 3 du chapitre II du titre V de la quatrième partie est remplacée par une sous-section 4 rédigée comme suit :

« Sous-section 4. De la fin anticipative des mandats de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine

Article 382. Le Pouvoir organisateur peut mettre fin anticipativement à tout mandat de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine qui ne fait pas partie du personnel enseignant engagé à titre définitif conformément aux dispositions de licenciement prévues aux articles 370 et 372 du présent décret.

Le membre du personnel enseignant engagé à titre définitif peut être déchargé de son mandat de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine par décision du Pouvoir organisateur. ».

Art. 61. Dans l'article 390, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° du même décret, les termes « de directeur ou de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine ».

Art. 62. Dans l'article 402, alinéa 2 du même décret, les termes « de directeur ou de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine ».

Art. 63. Dans l'article 412, § 1^{er}, alinéa 2 du même décret, les termes « de directeur ou de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine ».

Art. 64. Dans l'article 428, alinéa 3 du même décret, les termes « de directeur ou de directeur adjoint » sont remplacés par les termes « de directeur, de directeur adjoint ou de directeur de domaine ».

CHAPITRE V. — Dispositions relatives à l'enseignement supérieur universitaire

Section I^{re}. — Modification à la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat

Art. 65. A l'article 51^{bis}, alinéa 9, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, les termes « l'Administrateur général du département de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise et de l'Education nationale et de la Culture française » sont remplacés par les termes « les administrateurs généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française ».

Section II. — Modification à l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat

Art. 66. L'article 8 de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat, remplacé par l'arrêté royal du 21 avril 1965 et modifié par le décret du 30 avril 2009, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. – Les assistants doivent être porteurs d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur de l'Union européenne sanctionnant des études de 2^e cycle reconnu par leurs autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur.

Conformément aux dispositions du 2^e alinéa de l'article 6, ils doivent en outre satisfaire aux conditions d'accès aux études de troisième cycle prescrites par l'article 55 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités. »

Section III. — Modifications à la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

Art. 67. A l'article 27 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 3, entre les termes « les étudiants en situation de redoublement » et les termes « dont l'année d'études comporte un solde de crédits inférieur à 45 crédits », sont insérés les termes « ou bénéficiant de dispenses ou de valorisations de crédits acquis »;

2° au § 3, 1°, *littera dbis*, alinéa 2, les termes « dont le conjoint » sont remplacés par les termes « dont le conjoint ou le cohabitant légal »;

3° au § 3, 1° *bis*, *littera e*), les termes « dont le conjoint » sont remplacés par les termes « dont le conjoint ou le cohabitant légal ».

Art. 68. A l'article 43, § 2, alinéa 1^{er} de la même loi, les termes « avant le 31 mars » sont remplacés par les termes « avant le 31 mai ».

Section IV. — Modification au décret du 19 juillet 1991 relatif à la carrière des chercheurs scientifiques

Art. 69. A l'article 13 du décret du 19 juillet 1991 relatif à la carrière des chercheurs scientifiques, les termes « et qui est titulaire du diplôme d'agrégé de l'enseignement supérieur » sont supprimés.

Art. 70. A l'article 14 du même décret, les termes « ou à défaut du diplôme d'agrégé de l'enseignement supérieur, » sont supprimés.

Section V. — Modifications au décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur

Art. 71. A l'article 12 du décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « à l'article 9 du décret du 5 septembre 1994 précité » sont remplacés par les termes « à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 6 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités »;

2° à l'alinéa 2, les termes « à l'article 20 du décret du 5 septembre 1994 précité » sont remplacés par les termes « à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 6 du décret du 31 mars 2004 précité ».

Section VI. — Modifications au décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités

Art. 72. A l'article 31 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, complété par le décret du 13 décembre 2007, entre le 12° « sciences médicales » et le 13° « sciences vétérinaires », il est inséré un 12° bis « sciences de la santé publique ».

Art. 73. À l'article 38, § 1^{er}, du même décret, complété par le décret du 13 décembre 2007 et modifié par le décret du 28 novembre 2008, l'alinéa 2 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit : « Lorsqu'une université est habilitée à organiser des études de deuxième cycle d'un cursus, cette habilitation porte tant sur les cursus de masters en 60 qu'en 120 crédits, tels que prévus à l'annexe I^{re} du présent décret. Toutefois, l'habilitation à organiser le master en 60 crédits est conditionnelle à l'organisation effective par le même établissement du master en 120 crédits correspondant. En outre, après consultation du CIUF, le Gouvernement veille, conformément au prescrit de l'article 63, § 2, que chacun de ces cursus master en 60 crédits est organisé à deux endroits au moins sur le territoire de la Communauté française; le CIUF établit, s'il échet, une répartition de ces cursus entre les établissements. Tous les deux ans, le CIUF remet au Gouvernement une évaluation de ces cursus master en 60 crédits.

Art. 74. A l'article 49, § 2, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les termes « et 2009-2010 » sont remplacés par les termes « , 2009-2010 et 2010-2011 »;

2° à l'alinéa 3, les termes « et 2009-2010 » sont remplacés par les termes « , 2009-2010 et 2010-2011 ».

Art. 75. A l'article 51, § 5, du même décret, les termes « ou aux études » sont remplacés par les termes « ou aux épreuves des études ».

Art. 76. A l'article 54, alinéa 1^{er}, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au 2°, entre les termes « soit un grade académique master » et les termes « , en vertu d'une décision des autorités académiques », sont insérés les termes « sanctionnant des études de deuxième cycle de 120 crédits au moins »;

2° le 5° est remplacé par un 5° rédigé comme suit :

« 5° soit, aux mêmes conditions, un ou plusieurs titres ou grades étrangers sanctionnant des études de deuxième cycle valorisées pour au moins 300 crédits par le jury ou sanctionnant des études de deuxième cycle de 240 crédits complétées par 60 crédits, le tout devant être valorisé par le jury. Dans ce dernier cas, les 60 crédits doivent correspondre :

— soit à d'autres études, parties d'études ou formations spécialisées ou approfondies accessibles exclusivement aux porteurs d'un titre ou grade sanctionnant des études de deuxième cycle au moins;

— soit à une année supplémentaire au 2^e cycle organisée en Communauté française conformément aux dispositions du 2^e alinéa et comprenant 60 crédits de formation fixés par le jury;

— soit aux savoirs et compétences acquis par expérience personnelle ou professionnelle utile au regard des études visées.

Les crédits ainsi valorisés par le jury pour permettre l'accès aux études ne peuvent donner lieu à dispenses ni à réduction de la durée de ces mêmes études. »

Art. 77. L'article 55, alinéa 1^{er}, 5° du même décret, est remplacé par un 5° rédigé comme suit :

« 5° soit, aux mêmes conditions, un ou plusieurs titres ou grades étrangers sanctionnant des études de deuxième cycle valorisées pour au moins 300 crédits par le jury ou sanctionnant des études de deuxième cycle de 240 crédits complétées par 60 crédits, le tout devant être valorisé par le jury. Dans ce dernier cas, les 60 crédits doivent correspondre :

— soit à d'autres études, parties d'études ou formations spécialisées ou approfondies accessibles exclusivement aux porteurs d'un titre ou grade sanctionnant des études de deuxième cycle au moins;

— soit à une année supplémentaire au 2^e cycle organisée en Communauté française conformément aux dispositions du 2^e alinéa et comprenant 60 crédits de formation fixés par le jury.

Les crédits ainsi valorisés par le jury pour permettre l'accès aux études ne peuvent donner lieu à dispenses ni à réduction de la durée de ces mêmes études. ».

Art. 78. A l'article 85, § 1^{er} bis, alinéa 2 du même décret, complété par le décret du 19 février 2009, les termes « de sportif de haut niveau ou d'espoir sportif » sont remplacés par les termes « de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de partenaire d'entraînement ».

Art. 79. A l'article 110 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° entre les termes « l'ensemble des membres d'une académie » et les termes « reprend ses compétences » sont insérés les termes « , constitue l'académie, »;

2° le mot « cependant » est supprimé;

3° au texte initial, tel que modifié par les 1° et 2°, formant l'alinéa 1^{er}, il est ajouté un second alinéa rédigé comme suit :

« Le conseil d'administration, les organes décisionnels, le recteur, et, s'il échet, le ou les vice-recteurs, le ou les pro-recteurs, ou l'administrateur de l'institution résultant de la fusion exercent leurs compétences et leurs prérogatives pour l'académie. ».

Art. 80. A l'annexe I^{er} « Intitulés des cursus initiaux des universités » du même décret, modifiée par les décrets du 16 juin 2006, du 25 mai 2007, du 13 décembre 2007, du 28 novembre 2008 et du 19 février 2009, entre la ligne « Médecine » et la ligne « Sciences de la santé publique », il est inséré une ligne « 12°*bis* Sciences de la santé publique ».

Art. 81. A l'annexe III « Habilitations à organiser des cycles d'études à l'université » du même décret, modifiée par les décrets du 16 juin 2006, du 20 juillet 2006, du 25 mai 2007, du 18 juillet 2008; remplacée par le décret du 28 novembre 2008 et modifiée par le décret du 19 février 2009, avant la ligne « Sciences de la santé publique », il est inséré une ligne « 12°*bis* Sciences de la santé publique ».

CHAPITRE VI. — *Disposition commune à l'enseignement supérieur*

Section I^{er}. — Modifications au décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités

Art. 82. A l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la définition de « Doctorat », entre les termes « sanctionnée » et les termes « par un grade académique de master », est inséré le mot « notamment »;

2° dans la définition de « Master complémentaire », entre les termes « sanctionnée » et les termes « par un grade de master », est inséré le mot « notamment ».

Art. 83. A l'article 14, § 1^{er}, alinéa 6, du même décret, entre les termes « de master au sens de ce décret » et les termes « et valorisées pour 30 crédits » sont insérés les termes « délivré par tout établissement d'enseignement supérieur ».

Art. 84. A l'article 26, § 2, alinéa 2 du même décret, les termes « 24 heures » sont remplacés par les termes « 30 heures ».

Section II. — Modifications au décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement

Art. 85. A l'article 20, § 3, alinéa 1^{er}, du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur, les termes « Le Gouvernement fixe la liste des données que les Universités, les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts, et les Instituts supérieurs d'Architecture sont tenues de fournir. » sont remplacés par les termes « Sur la proposition de l'Observatoire, le Gouvernement arrête, après avis des conseils consultatifs compétents, les thèmes des variables et données que les Universités, les Hautes Ecoles et les Ecoles supérieures des Arts sont tenues de fournir. A cette fin, l'Observatoire produit chaque année à leur destination un dictionnaire de variables et données détaillé. »

Section III. — Modifications au décret du 30 avril 2009 organisant le transfert de l'enseignement supérieur de l'architecture à l'université

Art. 86. L'article 64 du décret du 30 avril 2009 organisant le transfert de l'enseignement supérieur de l'architecture à l'université, modifié par le décret du 29 avril 2010, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 64. A partir du 1^{er} juillet 2010, les dispositions du présent chapitre sont applicables aux membres des personnels statutaires visés respectivement aux articles 8, § 1^{er}, 13, § 1^{er}, 18, § 1^{er}, 23, § 1^{er}, 31, § 1^{er}, 38, § 1^{er}, 46, § 1^{er}.

Elles ne sont pas applicables aux membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service de l'Institut supérieur d'architecture de la Communauté française ni aux membres du personnel administratif des Instituts supérieurs d'architecture sauf pour ce qui concerne l'article 66*bis*. »

Art. 87. Dans le même décret, entre l'article 66 et l'article 67, il est inséré un article 66*bis* rédigé comme suit :

« Article 66*bis*. A partir du 1^{er} juillet 2010, sont désignés ou engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée les membres du personnel administratif issus des Instituts supérieurs d'architecture qui, à la date de leur transfert, sont désignés ou engagés à titre temporaire pour autant qu'ils occupent une fonction principale dans un emploi vacant et qu'ils ont obtenu un rapport portant la mention « a satisfait » à l'issue de l'année académique considérée. ».

CHAPITRE VII. — *Disposition transitoire*

Art. 88. Par dérogation à l'article 27, lorsqu'un Directeur adjoint a été désigné avant l'entrée en vigueur du présent décret dans une Ecole supérieure des Arts ne comptant pas au moins 500 étudiants finançables et qui compte plusieurs domaines, il peut, à sa demande, soit conserver son mandat de Directeur adjoint pour une durée égale à la durée restante du mandat initial; soit être désigné dans un poste de Directeur de domaine pour une durée égale à la durée restante du mandat initial de Directeur adjoint.

CHAPITRE VIII. — *Entrées en vigueur*

Art. 89. Le présent décret entre en vigueur l'année académique 2010-2011, à l'exception de l'article 3 qui produit ses effets le 15 septembre 2008; de l'article 8 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2010, des articles 86 et 87 sortent leurs effets le 1^{er} juillet 2010; de l'article 18 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2010; des articles 65, 66, 69 et 70 qui entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2010 et de l'article 6 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1^{er} décembre 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

Note

(1) *Session 2009-2010.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 128-1. — Rapport, n° 128-2.

Session 2010-2011.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 1^{er} décembre 2010.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 4258

[C – 2010/29669]

1 DECEMBER 2010. — **Decreet houdende diverse maatregelen in het hoger onderwijs (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de Hogescholen*

Afdeling I. — Wijzigingen van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen

Artikel 1. In artikel 1, 3°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, gewijzigd bij de decreten van 27 februari 2003, 31 maart 2004 en 30 juni 2006, worden de woorden « van eenzelfde categorie » geschrapt.

Art. 2. Artikel 21*bis*, tweede lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 9 september 1996 en aangevuld bij de decreten van 17 juli 1998, 8 februari 2001 en 17 februari 2002, wordt vervangen als volgt :

« Voor de studies bedoeld in de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties met betrekking tot de activiteiten van de verpleegkundige die verantwoordelijk is voor de algemene verzorging, biedt elke onderwijsinstelling een opleidingsprogramma aan met ten minste 4 600 uren verdeeld over minstens drie studiejaar. De examencommissie stelt vast of de student deze verplichting is nagekomen wanneer zij beslist over zijn toelating tot een hoger studiejaar of de toekenning van één van de graden bedoeld in de richtlijn. ».

Art. 3. Artikel 23, § 1, van hetzelfde decreet, aangevuld met het decreet van 8 februari 1999, wordt aangevuld met punt 9°, luidend als volgt :

« 9° van een cyclus van het hoger onderwijs van het korte type naar een tweede cyclus van het hoger onderwijs van het lange type waarvoor geen eerste overeenstemmende cyclus georganiseerd wordt. ».

Art. 4. In artikel 26, § 6*bis*, van hetzelfde decreet, worden de woorden « tot de studies » vervangen door de woorden « of tot de studieproeven ».

Art. 5. In artikel 31, § 2, tweede lid van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 1999, vervangen bij het decreet van 30 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, worden de woorden « van sportman van hoog niveau of sportbelofte » vervangen door de woorden « van sportman van hoog niveau, sportbelofte of trainingspartner ».

Art. 6. In artikel 43 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 9 september 1996, 4 februari 1997 en 30 juni 2006, wordt tussen het eerste en het tweede lid, dat het derde lid wordt, een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De toegang tot de proeven georganiseerd door die examencommissies wordt voorbehouden aan personen die niet regelmatig onderwijsactiviteiten binnen de lessen kunnen volgen. Bij weigering van toegang is de procedure van beroep in artikel 26, § 4 van dit decreet van toepassing. ».

Art. 7. Artikel 71, negende lid, van hetzelfde decreet, aangevuld bij het decreet van 30 juni 1998 en gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2006, wordt aangevuld met de volgende woorden : « Een departement kan categorieoverschrijdend zijn. In dit geval brengt de Departementsraad zijn adviezen uit aan de Categorieraden waartoe hij behoort. ».

Afdeling II. — Wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen

Art. 8. In artikel 9, tweede lid, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, worden de woorden « noch hoger dan de echte groei van het bruto nationaal produkt » geschrapt.

HOOFDSTUK II. — *Gemeenschappelijke bepalingen aan de Hogescholen, de Hogere Kunstscholen en de Hogere Instituten voor architectuur*

Afdeling I. — Wijzigingen van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur.

Art. 9. In artikel 6 van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur, wordt het tweede lid geschrapt.

Art. 10. Artikel 24, § 2 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met punt 8°, luidend als volgt :

« 8° voor syndicale activiteit. ».

Art. 11. In bijlage 2 van hetzelfde decreet, wordt de derde kolom, twaalfde regel, naast de vermeldingen « Bode-kamerbewaarder, studiemeester » en « Eerste hoofdstudiemeester » aangevuld met de vermelding « Ambt van niveau 3 : Administratief personeelslid van niveau 3 ».

Afdeling II. — Wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs

Art. 12. In artikel 51bis van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals gewijzigd bij de decreten van 1 juli 2005 en 20 juli 2006, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid, dat het derde lid wordt :

« Hoofdstuk VIII is nochtans van toepassing :

a) op de tijdelijke administratieve personeelsleden onderworpen aan het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur, die in dienstactiviteit zijn en die, ten laatste binnen de dertig dagen volgend op het begin van het academiejaar, in tijdelijk verband aangesteld of aangeworven worden voor de volledige duur van een academiejaar;

b) op de tijdelijke werklidpersoneelsleden van de inrichtingen van het niet-universitair hoger onderwijs, onderworpen aan het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, die in dienstactiviteit zijn en die, ten laatste binnen de dertig dagen volgend op het begin van het academiejaar, in tijdelijk verband aangesteld worden voor de volledige duur van een academiejaar of die een tijdelijke aanstelling genieten voor een onbepaalde duur overeenkomstig artikel 189, § 2bis van hetzelfde decreet. ».

Afdeling III. — Wijziging van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977

Art. 13. In artikel 76 van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977, wordt het punt 3° vervangen als volgt :

« 3° door personeelsleden van de Hogescholen, de Hogere Kunstscholen en de Hogere Instituten voor architectuur : na 31 augustus van het academiejaar tijdens hetwelk ze de leeftijd van 65 jaar bereikt hebben. ».

Afdeling IV. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra

Art. 14. Artikel 10ter, § 7, van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, wordt aangevuld als volgt :

« In de Hogescholen, de Hogere Kunstscholen en de Hogere Instituten voor architectuur kan de verlenging bedoeld in het eerste lid toegelaten worden, op aanvraag van het personeelslid, tot 31 augustus van het academiejaar tijdens hetwelk dit personeelslid voor het rustpensioen in aanmerking komt. ».

Afdeling V. — Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra

Art. 15. In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt punt 15° vervangen als volgt :

« 15° het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur. »;

2° in het derde lid worden de woorden « bedoeld in 8° en 11° » vervangen door de woorden « bedoeld in 8°, 11° en 15° »;

3° in het vierde lid worden de woorden « bedoeld in 1° tot 11° » vervangen door de woorden « bedoeld in het eerste lid ».

Afdeling VI. — Wijziging van het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs

Art. 16. Artikel 75, § 1, van het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs, wordt aangevuld met een punt 14°, luidend als volgt :

« 14° Het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur. ».

HOOFDSTUK III. — *Gemeenschappelijke bepalingen aan de Hogescholen en de Hogere Kunstscholen : Wijzigingen van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 17. Artikel 29 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993, wordt aangevuld als volgt :

« Het eerste lid is ook van toepassing op de tijdelijke personeelsleden onderworpen aan het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of aan het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), die in dienstactiviteit zijn en die, ten minste binnen de dertig dagen volgend op het begin van het academiejaar, in tijdelijk verband aangesteld of aangeworven worden voor de volledige duur van een academiejaar. ».

Art. 18. In artikel 31, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « vanaf 1 september » vervangen door de woorden « vanaf de eerste dag van het schooljaar of het academiejaar ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende het hoger kunstonderwijs*

Afdeling I. — Wijzigingen van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs

Art. 19. Artikel 6 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, opgeheven bij het decreet van 2 juni 2006 houdende verschillende maatregelen inzake kunsthoger onderwijs, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 6. § 1. De pedagogische beheersraad van de Hogere Kunstschool stelt voor elke studierichting/afdeling één enkele lesrooster vast overeenkomstig het model bepaald door de Regering.

§ 2. De directeur van de Hogere Kunstschool, op voorstel van de pedagogische beheersraad, legt de lesroosters en de wijzigingen ervan ter goedkeuring voor aan de Regering. De lesroosters worden door de Regering goedgekeurd, volgens de procedure die zij bepaalt.

§ 3. De directeur van de Hogere Kunstschool legt, op voorstel van de Pedagogische beheersraad, vóór 1 maart van elk jaar, de lesroosters voor het volgende academiejaar voor.

De Regering spreekt zich uit binnen de twee maanden na de ontvangst van het advies bedoeld in het eerste lid. Na deze termijn wordt de Regering geacht de lesrooster te hebben goedgekeurd. Indien de Regering de lesrooster niet goedkeurt, kan de Hogere Kunstschool een nieuwe lesrooster voorleggen en dit, binnen de maand volgend op de ontvangst van de beslissing van de Regering.

Na deze termijn wordt de Regering geacht de nieuwe lesrooster te hebben goedgekeurd.

§ 4. De lesroosters worden ingevoegd in het bijzonder studiereglement ».

Art. 20. In artikel 11, derde lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord « didactische » vervangen door de woorden « gespecialiseerde of grondige ».

Art. 21. In artikel 14, § 5, derde lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord « didactische » vervangen door de woorden « gespecialiseerde of grondige ».

Art. 22. In artikel 19, § 5, derde lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord « didactische » vervangen door de woorden « gespecialiseerde of grondige ».

Art. 23. In artikel 23, derde lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord « didactische » vervangen door de woorden « gespecialiseerde of grondige ».

Afdeling II. — Wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)

Art. 24. In het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), wordt afdeling 2 van hoofdstuk IV van Titel I van het Tweede deel vervangen door een afdeling 2 luidend als volgt :

« Afdeling 2. - Het pedagogisch en artistiek project van de directeur, de adjunct-directeur of de directeur van het studiegebied.

Art. 9. In het pedagogisch en artistiek project van de kandidaat voor het mandaat van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied wordt de gedetailleerde en bijzondere wijze uiteengezet waarop hij zijn opdracht in verband met de leiding van de hogere kunstschool bedoelt.

Dat document wordt aan de hogere kunstschool overgezonden met inachtneming van de voorschriften inzake oproep in het *Belgisch Staatsblad* bedoeld in de artikelen 102, 227 en 357 van dit decreet. ».

Art. 25. In artikel 17, eerste lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 2 juni 2006 en gewijzigd bij de decreten van 11 januari 2008 en 30 april 2009, wordt het 1° vervangen door een 1° luidend als volgt :

« 1° de directeur, de adjunct-directeur of de directeur van een studiegebied; ».

Art. 26. Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een tweede lid luidend als volgt :

« Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter. ».

Art. 27. Artikel 57 van hetzelfde decreet, aangevuld bij de decreten van 25 mei 2007, 11 januari 2008, 18 juli 2008 en gewijzigd bij de decreten van 19 februari 2009 en 30 april 2009, wordt vervangen door een artikel luidend als volgt :

« Artikel 57. - § 1. Elke hogere kunstschool staat onder leiding van een directeur, voor wie er een bijkomende betrekkingseenheid wordt toegekend.

Een hogere kunstschool die ten minste 500 financierbare studenten telt, krijgt een betrekking van adjunct-directeur toegewezen, voor wie er een bijkomende betrekkingseenheid voor vijf jaar wordt toegekend.

Een hogere kunstschool die ten minste 800 financierbare studenten telt, krijgt een tweede betrekking van adjunct-directeur toegewezen, voor wie er een bijkomende betrekkingseenheid voor vijf jaar wordt toegekend.

Met uitzondering van de hogere kunstschole bedoeld bij het tweede lid en het derde lid, wordt aan een hogere kunstschool die meerdere studiegebieden telt een betrekking van directeur van een studiegebied, per bijkomend gebied, toegewezen, voor wie er een bijkomende betrekkingseenheid voor vijf jaar wordt toegekend.

De directeur van een studiegebied wordt door de Inrichtende Macht aangewezen, overeenkomstig de wervingsprocedure toepasselijk op de aanwijzing van de directeurs van de hogere kunstschole.

De directeur van het studiegebied heeft de leiding van het gebied waarvoor hij wordt aangewezen. Hij handelt onder het gezag van de directeur van de hogere kunstschool.

§ 2. Wanneer er meerdere gebieden georganiseerd worden binnen een hogere kunstschool wordt een directiecollege ingericht bestaande uit het geheel van de directeur, de adjunct-directeur(s) en directeur(s) van een studiegebied. Het wordt voorgezeten door de directeur van de hogere kunstschool.

Het directiecollege is belast met de tenuitvoerlegging van de beslissingen van het beheerorgaan van de hogere kunstschool en neemt de beslissingen waarvoor hij delegatie kreeg.

§ 3. Ingeval van samenvoeging van twee of meerdere Hogere Kunstschole, kan de Hogere kunstschool ontstaan uit de fusie bepalen dat de titularissen van de mandaten van directeur of adjunct-directeur in de samengevoegde hogere kunstschole hun mandaat behouden voor een duur die gelijk is aan de overblijvende duur van dat mandaat.

De mandaten van de overtallige directeurs of adjunct-directeurs kunnen verlengd worden voor één enkel mandaat, maar de bovenvermelde directeurs worden niet vervangen indien aan hun mandaat vroegtijdig een einde wordt gesteld. Wanneer deze mandaten niet verlengd kunnen worden, blijven de betrekkingseenheden die ze vertegenwoordigen behouden voor de samengevoegde inrichting.

Nochtans kan één enkele directeur afkomstig uit de samengevoegde hogere kunstschool het ambt van directeur uitoefenen van de hogere kunstschool die ontstaan is uit de samenvoeging. De andere titularissen van een mandaat oefenen de ambten van adjunct-directeur uit.

§ 4. Ingeval van samenvoeging van twee of meerdere Hogere Kunstschole die verschillende studiegebieden inrichten, kan de Hogere kunstschool ontstaan uit de samenvoeging bepalen dat, per onderwijsgebied, de titularissen van de mandaten van directeur, en desgevallend, adjunct-directeur, in de samengevoegde hogere kunstschole hun mandaat behouden.

De directeurs van de samengevoegde hogere kunstschole oefenen dan het ambt van directeur van een studiegebied uit in de uit de samenvoeging onstaande hogere kunstschool tot op het einde van hun lopende mandaat.

Wanneer na een samenvoeging meerdere directeurs van een studiegebied ertoe gebracht worden hetzelfde studiegebied te leiden, worden hun bevoegdheden door de inrichtende macht, na advies van de Pedagogische beheersraad, bepaald.

Eén enkele directeur afkomstig uit de samengevoegde hogere kunstschole kan het ambt van directeur uitoefenen van de hogere kunstschool die ontstaan is uit de samenvoeging. ».

Art. 28. In hetzelfde decreet, tussen de artikelen 57 en 58, worden een artikel *57bis* en een artikel *57ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *57bis*. De directeur, na advies van de Pedagogische beheersraad, stelt een personeelslid aan dat belast is met de coördinatie van de evaluatie van de kwaliteit voor wie er een vierde van een aanvullende begeleidingsbetrekking wordt toegekend. In geval van samenvoeging van hogere kunstschole wordt deze opdracht vermenigvuldigd met het aantal hogere kunstschole die de samenvoeging hebben ondergaan. De wekelijkse opdracht voor volledige prestaties is bepaald op 36 uur per week. Ze wordt onderverdeeld in vierden van opdracht.

De directeur van de hogere kunstschool bezorgt de Regering vóór 15 oktober van het lopende jaar de identiteit en de opdracht van het personeelslid dat belast is met deze opdracht. Ingeval de hogere kunstschool deze informatie niet verstrekt of de opdracht besteed aan de evaluatie van de kwaliteit lager is dan één vierde van een bijkomende betrekking, wordt het bijkomende bedrag voor het jaar daarna tot een passend beloop verminderd.

Art. *57ter*. De directeur, na advies van de Raad bevoegd luidens de federale wetgeving, wijst een personeelslid aan belast met de Interne Dienst van Preventie en Bescherming op het Werk waarvoor er een vierde van eenheid wordt toegekend van een bijkomende betrekking. In geval van samenvoeging van hogere kunstschole, wordt deze opdracht vermenigvuldigd met het aantal hogere kunstschole die deel uitmaken van de samenvoeging. De wekelijkse opdracht met volledige prestaties bedraagt 36 uur per week. Ze kan verdeeld worden in vierden van opdracht.

De directeur van de hogere kunstschool bezorgt de Regering vóór 15 oktober van het lopende jaar de identiteit en de opdracht van het personeelslid dat belast is met deze opdracht. Ingeval de hogere kunstschool deze informatie niet verstrekt of de opdracht besteed aan de evaluatie van de kwaliteit lager is dan één vierde van een bijkomende betrekking, wordt het bijkomende bedrag voor het jaar daarna tot een passend beloop verminderd. ».

Art. 29. In artikel 69 van hetzelfde decreet, aangevuld bij het decreet van 11 januari 2008, wordt een 5°*bis* ingevoegd luidend als volgt :

« 5°*bis* directeur van een studiegebied ».

Art. 30. In artikel 71 van hetzelfde decreet worden de woorden « directeur en adjunct-directeur » vervangen door de woorden « directeur, adjunct-directeur en directeur van een studiegebied ».

Art. 31. In artikel 72, § 5, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, aangevuld bij het decreet van 2 juni 2006 en gewijzigd bij de decreten van 11 januari 2008 en 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « Hij is, samen met de adjunct-directeur in voorkomend geval, belast met de verwezenlijking van het pedagogisch project en met het dagelijks beheer van de instelling. » vervangen door de woorden « Hij is, samen met de adjunct-directeur en de directeur van een studiegebied in voorkomend geval, belast met de verwezenlijking van het pedagogisch project en met het dagelijks beheer van de instelling. »;

2° in het derde lid, worden de woorden « van een directeur en een adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van een directeur, een adjunct-directeur en een directeur van een studiegebied ».

Art. 32. In artikel 75 van hetzelfde decreet wordt een 3°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 3°*bis* Directeur van een studiegebied ».

Art. 33. In artikel 77 van hetzelfde decreet worden de woorden « van directeur en adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur en directeur van een studiegebied ».

Art. 34. In de tweede zin van het eerste lid van artikel 78, § 3, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, worden de woorden « met de adjunct-directeur in voorkomend geval » vervangen door de woorden « met de adjunct-directeur en het directeur van een studiegebied in voorkomend geval ».

Art. 35. In artikel 101, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 juli 2002, aangevuld bij het decreet van 3 maart 2004 en gewijzigd bij de decreten van 2 juni 2006 en 11 januari 2008, worden de woorden « van directeur en adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur en directeur van een studiegebied ».

Art. 36. In artikel 102, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2008, worden de woorden « Voor de werving van de directeurs en adjunct-directeurs » vervangen door de woorden « Voor de werving van de directeurs, adjunct-directeurs en directeurs van een studiegebied ».

Art. 37. Artikel 120 van hetzelfde decreet wordt vervangen door een artikel luidend als volgt :

« Art. 120. Het mandaat van de adjunct-directeurs wordt hun door de Regering voor een vernieuwbare periode van vijf jaar toegekend. Dit mandaat kan vernieuwd worden op basis van de evaluatie verwezenlijkt door de Pedagogische beheersraad bedoeld bij artikel 16 van dit decreet. ».

Art. 38. Tussen artikel 121 en artikel 122 van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 2*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Onderafdeling 2*bis*. – De mandaten van directeurs van studiegebieden

Art. 121*bis*. Het mandaat van de directeurs van een studiegebied wordt ze toegewezen door de Regering voor een periode van vijf jaar. Dit mandaat kan vernieuwd worden op basis van de evaluatie verwezenlijkt door de Pedagogische beheersraad bedoeld bij artikel 16 van dit decreet.

Art. 121*ter*. – Niemand kan een mandaat toegewezen krijgen om een ambt van directeur van een studiegebied uit te oefenen, indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° als het om een eerste indienstreding in het onderwijs gaat, een medisch attest voorleggen, dat niet langer dan zes maanden tevoren werd afgegeven en waaruit blijkt dat de kandidaat in een zodanige gezondheidstoestand verkeert, dat hij noch de gezondheid van de studenten, noch die van de andere personeelsleden in gevaar kan brengen;

4° van onberispelijk gedrag zijn;

5° voldoen aan de dienstplichtwetten;

6° een pedagogisch en artistiek project indienen betreffende het bedoelde mandaat en aan de wervingscommissie voorleggen. ».

Art. 39. In hetzelfde decreet wordt de onderafdeling 4 van afdeling 3 van hoofdstuk II van Titel III van het vierde deel vervangen door een onderafdeling 4 luidend als volgt :

« Onderafdeling 4. Vervroegd einde van de mandaten van directeur, adjunct-directeur en directeur van een studiegebied.

Artikel 125. De Regering kan vervroegd een einde stellen aan elk mandaat van een directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied die niet behoort tot het in vast verband benoemd onderwijzend personeel overeenkomstig de afdankingsbepalingen bedoeld in de artikelen 114 tot 117 van dit decreet. Het in vast verband benoemd onderwijzend personeelslid kan bij een beslissing van de Regering van zijn mandaat van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied worden ontheven. ».

Art. 40. In artikel 133 van hetzelfde decreet worden de woorden « de directeurs en de adjunct-directeurs » vervangen door de woorden « de directeurs, adjunct-directeurs en directeurs van een studiegebied ».

Art. 41. In artikel 142, § 1, eerste lid, 2° van hetzelfde decreet worden de woorden « van directeur of adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied ».

Art. 42. In artikel 151, tweede lid van hetzelfde decreet, aangevuld bij het decreet van 3 maart 2004, worden de woorden « van directeur of adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied ».

Art. 43. In artikel 154 van hetzelfde decreet worden de woorden « van directeur of adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied ».

Art. 44. In artikel 165, § 1, tweede lid van hetzelfde decreet worden de woorden « van directeur of adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied ».

Art. 45. In artikel 171, derde lid van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, worden de woorden « van directeur of adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied ».

Art. 46. In artikel 182, derde lid van hetzelfde decreet worden de woorden « van directeur of adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied ».

Art. 47. In artikel 226, tweede lid van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 juli 2002, aangevuld bij het decreet van 3 maart 2004, gewijzigd bij de decreten van 2 juni 2006 en 11 januari 2008, worden de woorden « van directeur en adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur en directeur van een studiegebied ».

Art. 48. In artikel 227, tweede lid van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2008, worden de woorden « van directeurs en adjunct-directeurs » vervangen door de woorden « van directeurs, adjunct-directeurs en directeurs van een studiegebied ».

Art. 49. Artikel 246 van hetzelfde decreet wordt vervangen door een artikel luidend als volgt :

« Artikel 246. Het mandaat van de adjunct-directeurs wordt ze toegewezen door de inrichtende macht voor een periode van vijf jaar. Dit mandaat kan vernieuwd worden op basis van de evaluatie verwezenlijkt door de Pedagogische beheersraad bedoeld bij artikel 16 van dit decreet. ».

Art. 50. Tussen artikel 248 en artikel 249 van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 2*bis* luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 248*bis*. Het mandaat van de directeurs van een studiegebied wordt ze toegewezen door de Regering voor een periode van vijf jaar. Dit mandaat kan vernieuwd worden op basis van de evaluatie verwezenlijkt door de Pedagogische beheersraad bedoeld bij artikel 16 van dit decreet.

Art. 248*ter*. Niemand kan een mandaat toegewezen krijgen om een ambt van directeur van een studiegebied uit te oefenen, indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° als het om een eerste indienstreding in het onderwijs gaat, een medisch attest voorleggen, dat niet langer dan zes maanden tevoren werd afgegeven en waaruit blijkt dat de kandidaat in een zodanige gezondheidstoestand verkeert, dat hij noch de gezondheid van de studenten, noch die van de andere personeelsleden in gevaar kan brengen;

4° van onberispelijk gedrag zijn;

5° voldoen aan de dienstplichtwetten;

6° een pedagogisch en artistiek project indienen betreffende het bedoelde mandaat en aan de wervingscommissie voorleggen. ».

Artikel 248*quater*. De kandidaturen voor een mandaat in een ambt van directeur van een studiegebied worden door de bij de artikelen 15 en 63 tot 67 van dit decreet bedoelde Wervingscommissie onderzocht. Zij beoordeelt de CV's van de kandidaten en onderzoekt hun pedagogisch en artistiek project. Na onderzoek van de projecten, selecteert de Commissie de kandidaten die in aanmerking werden genomen voor een afzonderlijk onderhoud.

De Wervingscommissie zendt de pedagogische beheersraad een met reden omkleed verslag toe voor iedere kandidaat. De directeur zendt het verslag met het advies van de pedagogische beheersraad aan de Inrichtende macht over. ».

Art. 51. In hetzelfde decreet wordt de onderafdeling 4 van afdeling 3 van hoofdstuk II van Titel IV van het vierde deel, vervangen door een onderafdeling 4 luidend als volgt :

« Onderafdeling 4. – Vervroegde beëindiging van de mandaten van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied

Artikel 252. De inrichtende macht kan een vervroegd eind stellen aan ieder mandaat van een directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied die niet behoort tot het vastbenoemd onderwijzend personeel overeenkomstig de bepalingen over de afdanking bepaald bij de artikelen 240 en 241 van dit decreet.

Het vastbenoemd onderwijzend personeelslid kan ontheven worden van zijn mandaat van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied bij een beslissing van de Inrichtende macht. ».

Art. 52. In artikel 260, § 1, eerste lid, 2° van hetzelfde decreet worden de woorden « van directeur of adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied ».

Art. 53. In artikel 269, tweede lid van hetzelfde decreet worden de woorden « van directeur of adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied ».

Art. 54. In artikel 280, § 1, tweede lid van hetzelfde decreet worden de woorden « van directeur of adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied ».

Art. 55. In artikel 299, derde lid van hetzelfde decreet worden de woorden « van directeur of adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied ».

Art. 56. In artikel 356, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 juli 2002 en aangevuld bij de decreten van 3 maart 2004, 2 juni 2006 en 11 januari 2008 worden de woorden « van directeur en adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur en directeur van een studiegebied ».

Art. 57. In artikel 357, tweede lid van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2008, worden de woorden « van directeurs en adjunct-directeurs » vervangen door de woorden « van directeurs, adjunct-directeurs of directeurs van een studiegebied ».

Art. 58. Artikel 376 van hetzelfde decreet wordt door een artikel luidend als volgt vervangen :

« Artikel 376. - Het mandaat van de adjunct-directeurs wordt ze toegewezen door de inrichtende macht voor een periode van vijf jaar. Dit mandaat kan vernieuwd worden op basis van de evaluatie verwezenlijkt door de Pedagogische beheersraad bedoeld bij artikel 16 van dit decreet. ».

Art. 59. Tussen artikel 378 en artikel 379 van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling *2bis* luidend als volgt, ingevoegd :

« Onderafdeling *2bis*. - Over de mandaten van directeurs van studiegebieden

Art. *378bis*. - Het mandaat van de directeurs van een studiegebied wordt ze toegewezen door de Regering voor een periode van vijf jaar. Dit mandaat kan vernieuwd worden op basis van de evaluatie verwezenlijkt door de Pedagogische beheersraad bedoeld bij artikel 16 van dit decreet.

Art. *378ter*. - Niemand kan een mandaat toegewezen krijgen om een ambt van directeur van een studiegebied uit te oefenen, indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° als het om een eerste indiensttreding in het onderwijs gaat, een medisch attest voorleggen, dat niet langer dan zes maanden tevoren werd afgegeven en waaruit blijkt dat de kandidaat in een zodanige gezondheidstoestand verkeert, dat hij noch de gezondheid van de studenten, noch die van de andere personeelsleden in gevaar kan brengen;

4° van onberispelijk gedrag zijn;

5° voldoen aan de dienstplichtwetten;

6° een pedagogisch en artistiek project indienen betreffende het bedoelde mandaat en aan de wervingscommissie voorleggen. ».

Artikel *378quater*. De kandidaturen voor een mandaat in een ambt van directeur van een studiegebied worden door de bij de artikelen 15 en 63 tot 67 van dit decreet bedoelde Wervingscommissie onderzocht. Zij beoordeelt de CV's van de kandidaten en onderzoekt hun pedagogisch en artistiek project. Na onderzoek van de projecten, selecteert de Commissie de kandidaten die in aanmerking werden genomen voor een afzonderlijk onderhoud.

De Wervingscommissie zendt de pedagogische beheersraad een met redenen omkleed verslag toe voor iedere kandidaat. De directeur zendt het verslag met het advies van de pedagogische beheersraad aan de Inrichtende macht over. ».

Art. 60. In hetzelfde decreet wordt de onderafdeling 4 van afdeling 3 van hoofdstuk II van Titel V van het vierde deel, vervangen door een onderafdeling 4 luidend als volgt :

« Onderafdeling 4. Vervroegde beëindiging van de mandaten van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied

Artikel 382. De inrichtende macht kan een vervroegd eind stellen aan ieder mandaat van een directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied die niet behoort tot het vastbenoemd onderwijzend personeel overeenkomstig de bepalingen over de afdanking bepaald bij de artikelen 370 en 372 van dit decreet.

Het vastbenoemd onderwijzend personeelslid kan ontheven worden van zijn mandaat van directeur, adjunct-directeur of directeur van een studiegebied bij een beslissing van de Inrichtende macht. ».

Art. 61. In artikel 390, § 1, eerste lid, 2° van hetzelfde decreet, worden de woorden « van directeur en adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur of directeur van studiegebieden ».

Art. 62. In artikel 402, tweede lid, worden de woorden « van directeur en adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur of directeur van studiegebieden ».

Art. 63. In artikel 412, § 1, tweede lid van hetzelfde decreet, worden de woorden « van directeur en adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur of directeur van studiegebieden ».

Art. 64. In artikel 428, derde lid van hetzelfde decreet, worden de woorden « van directeur en adjunct-directeur » vervangen door de woorden « van directeur, adjunct-directeur of directeur van studiegebieden ».

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende het hoger universitair onderwijs*

Afdeling I. — Wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat

Art. 65. In artikel *51bis*, 9e lid, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, worden de woorden « de Administrateur-generaal van het departement Nationale opvoeding en van de Nederlandse Cultuur en van de Nationale opvoeding en van de Franse Cultuur » vervangen door de woorden « de administrateurs-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap ».

Afdeling II. — Wijziging van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten

Art. 66. Artikel 8 van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 april 1965 en gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8. De assistenten moeten houder zijn van een diploma uitgereikt door een inrichting voor hoger onderwijs van de Europese Unie dat studies van een 2e cyclus bekrachtigt, erkend door hun overheden bevoegd inzake hoger onderwijs.

Overeenkomstig de bepalingen van het 2e lid van artikel 6 moeten zij daarenboven aan de voorwaarden voldoen voor de toegang tot de derde cyclus bepaald bij artikel 55 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten. »

Afdeling III. — Wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling

Art. 67. In artikel 27 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 3e lid, worden de woorden « of die vrijstellingen of valoriserings van verworven studiepunten genieten » ingevoegd tussen de woorden « Studenten die echter hun jaar overdoen » en de woorden « en waarvan het studiejaar een saldo van studiepunten inhoudt dat lager ligt dan 45 »;

2° onder § 3, 1°, letter *dbis*), 2e lid, worden de woorden « wier echtgenoot » vervangen door de woorden « wier echtgenoot of wettelijk samenwonende »;

3° in § 3, 1° *bis*, letter *e*), worden de woorden « wier echtgenoot » vervangen door de woorden « wier echtgenoot of wettelijk samenwonende ».

Art. 68. In artikel 43, § 2, 1e lid van dezelfde wet worden de woorden « vóór 31 maart » vervangen door de woorden « vóór 31 mei ».

Afdeling IV. — Wijziging van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers.

Art. 69. In artikel 13 van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers worden de woorden « en die houder is van het diploma van geaggregeerde voor het hoger onderwijs » geschrapt.

Art. 70. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de woorden « of van het diploma van geaggregeerde voor het hoger onderwijs » geschrapt.

Afdeling V. — Wijziging van het decreet van 8 februari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van de geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs

Art. 71. In artikel 12 van het decreet van 8 februari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van de geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1e lid, worden de woorden « overeenkomstig artikel 9 van voornoemd decreet van 5 september 1994 » vervangen door de woorden « overeenkomstig artikel 14, § 1, 6e lid van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten »;

2° in het 2e lid worden de woorden « overeenkomstig artikel 20 van voornoemd decreet van 5 september 1994 » vervangen door de woorden « overeenkomstig artikel 14, § 1, 6e lid van voormeld decreet van 31 maart 2004 ».

Afdeling VI. — Wijziging van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten

Art. 72. In artikel 31 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, aangevuld bij het decreet van 13 december 2007, wordt tussen 12° « geneeskunde » en « 13° dierengeneeskunde » een 12° *bis* « volksgezondheidswetenschappen » ingevoegd.

Art. 73. In artikel 38, § 1, van hetzelfde decreet, aangevuld bij het decreet van 13 december 2007 en gewijzigd bij het decreet van 28 november 2008, wordt het 2e lid vervangen door een lid luidend als volgt :

« Wanneer een universiteit gemachtigd wordt studies van een tweede cyclus van een cursus te organiseren, betreft die machtiging zowel de cursussen van masters in 60 studiepunten als in 120 studiepunten, zoals bepaald in de bijlage I van dit decreet. De machtiging om een master in 60 studiepunten te organiseren is evenwel onderworpen aan de voorwaarde dat dezelfde inrichting een master in overeenstemmende 120 studiepunten organiseert. Daarenboven zorgt de Regering, na raadpleging van de interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig de bepalingen van artikel 63, § 2, ervoor dat elke mastercursus in 60 studiepunten minstens op twee plaatsen van het grondgebied van de Franse Gemeenschap georganiseerd wordt; de interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap stelt in voorkomend geval een verdeling van die cursussen vast onder de inrichtingen. Om de twee jaar maakt de interuniversitaire raad een evaluatie over van zijn mastercursussen in 60 studiepunten.

Art. 74. In artikel 49, § 2, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 2e lid worden de woorden « en 2009-2010 » vervangen door de woorden « , 2009-2010 en 2010-2011 »;

2° in het 3e lid worden de woorden « en 2009-2010 » vervangen door de woorden « , 2009-2010 en 2010-2011 ».

Art. 75. In artikel 51, § 5, van hetzelfde decreet, worden de woorden « of tot de studies » vervangen door de woorden « of tot de studieproeven ».

Art. 76. In artikel 54, 1e lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 2° worden de woorden « tot bekrachtiging van studies van een tweede cyclus van minstens 120 studiepunten » ingevoegd tussen de woorden « ofwel een academische graad van master » en de woorden « , krachtens een beslissing van de academische overheden »;

2° 5° wordt vervangen door een 5° luidend als volgt :

« 5° ofwel onder dezelfde voorwaarden, een of meerdere buitenlandse bewijzen of graden die studies van een tweede cyclus bekrachtigen en gevaloriseerd worden voor minstens 300 studiepunten door de examencommissie of die studies bekrachtigen van een tweede cyclus van 240 studiepunten aangevuld met 60 studiepunten, met als voorwaarde dat alles door de examencommissie gevaloriseerd moet worden. In dat laatste geval moeten de 60 studiepunten overeenstemmen met :

— ofwel andere studies, studiegedeelten of gespecialiseerde of grondige opleidingen die uitsluitend toegankelijk zijn voor de houders van een bewijs of een graad van bekrachtiging van studies van minstens een tweede cyclus;

— ofwel een bijkomend jaar na de 2e cyclus georganiseerd in de Franse Gemeenschap overeenkomstig de bepalingen van het 2e lid en met inbegrip van 60 opleidingsstudiepunten vastgesteld door de examencommissie;

— ofwel de kennis en de bekwaamheden verworven via persoonlijke of professionele ervaring nuttige ervaring wat de bedoelde studies betreft.

De studiepunten die op die wijze door de examencommissie gevaloriseerd worden om de toegang tot de studies toe te laten, kunnen noch vrijstellingen, noch een vermindering van de duur van diezelfde studies tot gevolg hebben. »

Art. 77. Artikel 55, 1e lid, 5° van hetzelfde decreet, wordt vervangen door een 5° luidend als volgt :

« 5° ofwel onder dezelfde voorwaarden, een of meerdere buitenlandse bewijzen of graden die studies van een tweede cyclus bekrachtigen en gevaloriseerd worden voor minstens 300 studiepunten door de examencommissie of die studies bekrachtigen van een tweede cyclus van 240 studiepunten aangevuld met 60 studiepunten, met als voorwaarde dat alles door de examencommissie gevaloriseerd moet worden. In dat laatste geval moeten de 60 studiepunten overeenstemmen met :

— ofwel andere studies, studiegedeelten of gespecialiseerde of grondige opleidingen die uitsluitend toegankelijk zijn voor de houders van een bewijs of een graad van bekrachtiging van studies van minstens een tweede cyclus;

— ofwel een bijkomend jaar na de 2e cyclus georganiseerd in de Franse Gemeenschap overeenkomstig de bepalingen van het 2e lid en met inbegrip van 60 opleidingsstudiepunten vastgesteld door de examencommissie;

De studiepunten die op die wijze door de examencommissie gevaloriseerd worden om de toegang tot de studies toe te laten, kunnen noch vrijstellingen, noch een vermindering van de duur van diezelfde studies tot gevolg hebben. »

Art. 78. In artikel 85, § 1bis, 2e lid van hetzelfde decreet, aangevuld bij het decreet van 19 februari 2009, worden de woorden « de studenten van wie de hoedanigheid van hoog niveau of van sportbelofte erkend is » vervangen door de woorden « de studenten van wie de hoedanigheid van topsporter, van sportbelofte of van trainingspartner erkend is ».

Art. 79. In artikel 110 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « vormt de academie » worden ingevoegd tussen de woorden « van een academie » en de woorden « neemt haar bevoegdheden »;

2° het woord « evenwel » wordt geschrapt;

3° in de oorspronkelijke tekst, zoals gewijzigd bij 1° en 2°, die samen het 1e lid vormen, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De raad van bestuur, de beslissingsorganen, de rector en, in voorkomend geval, de vice-rectoren, de pro-rector(en), of de bestuurder van de inrichting uit de samenvoeging ontstaan, oefenen hun bevoegdheden en hun prerogatieven uit voor de academie. ».

Art. 80. In bijlage I, in de Franse tekst, « Intitulés des cursus initiaux des université, » van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 16 juni 2006, 25 mei 2007, 13 december 2007, 28 november 2008 en 19 februari 2009 worden tussen de regel « Médecine » en de regel « Sciences de la santé publique », een regel « 12°bis Sciences de la santé publique » ingevoegd.

Art. 81. In bijlage III, in de Franse tekst, I « Habilitations à organiser des cycles d'études à l'université » van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 16 juni 2006, 20 juli 2006, 25 mei 2007, 18 juli 2008; vervangen bij het decreet van 28 november 2008 en gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, wordt vóór de regel « Sciences de la santé publique » een regel « 12°bis Sciences de la santé publique » ingevoegd.

HOOFDSTUK VI. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor het hoger onderwijs*

Afdeling I. — Wijziging van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten.

Art. 82. In artikel 6, § 1, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de definitie « Doctoraat » wordt het woord « inzonderheid » toegevoegd vóór de woorden « bekrachtigd met een academische graad van master »;

2° in de definitie « Bijkomende master » wordt het woord « inzonderheid » toegevoegd vóór de woorden « bekrachtigd met een graad van master ».

Art. 83. In artikel 14, § 1, 6e lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « uitgereikt door elke inrichting voor hoger onderwijs » ingevoegd tussen de woorden « van master in de zin van dit decreet » en de woorden « en vertegenwoordigen 30 studiepunten ».

Art. 84. In artikel 26, § 2, 2e lid van datzelfde decreet worden de woorden « 24 uur » vervangen door de woorden « 30 uur ».

Afdeling II. — Wijziging van het decreet van 18 juli 2008 tot democratisering van het hoger onderwijs, ter bevordering van de slaagkansen van de studenten en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs

Art. 85. In artikel 20, § 3, 1e lid, van het decreet van 18 juli 2008 tot democratisering van het hoger onderwijs, ter bevordering van de slaagkansen van de studenten en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs, worden de woorden « De Regering stelt de lijst vast van de gegevens die de universiteiten, de hogescholen, de hogere kunstscholen en de hogere instituten voor architectuuronderwijs moeten meedelen. » vervangen door de woorden « Op de voordracht van het Waarnemingscentrum bepaalt de Regering, na advies van de bevoegde adviesorganen, de thema's van de variabelen en gegevens die de Universiteiten, de Hogescholen en de Hogere kunstscholen moeten meedelen. Daartoe geeft het Waarnemingscentrum elk jaar een woordenboek met gedetailleerde variabelen en gegevens uit dat tot hen gericht is. »

Afdeling III. — Wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit

Art. 86. Artikel 64 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit, gewijzigd bij het decreet van 29 april 2010, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 64. Vanaf 1 juli 2010 zullen de bepalingen van dit hoofdstuk van toepassing zijn op de leden van het statutair personeel respectievelijk bedoeld in de artikelen 8, § 1, 13, § 1, 18, § 1, 23, § 1, 31, § 1, 38, § 1, 46, § 1.

Zij zijn van toepassing noch op de leden van het meesters- vak en dienstpersoneel van het Hoger instituut voor architectuur van de Franse Gemeenschap, noch op de leden van het administratief personeel van de Hogere instituten voor architectuur behalve wat betreft artikel 66bis. »

Art. 87. In datzelfde decreet wordt tussen artikel 66 en artikel 67 een artikel 66*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 66*bis*. Vanaf 1 juli 2010 worden de leden van het bestuurspersoneel uit Hogere instituten voor architectuur die, op de datum van hun overdracht, tijdelijk aangesteld of aangeworven zijn, tijdelijk voor een onbepaalde duur aangesteld of aangeworven voor zover zij een hoofdamt uitoefenen in een vacante betrekking en zij een gunstig verslag gekregen hebben op het einde van het bedoelde academiejaar. ».

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepaling*

Art. 88. In afwijking van artikel 27, wanneer een Adjunct-directeur aangesteld is vóór de inwerkingtreding van dit decreet in een Hogere kunstschool die niet minstens 500 financierbare studenten telt en meerdere domeinen telt, kan hij op zijn aanvraag zijn mandaat van Adjunct-directeur behouden voor een duur die gelijk is aan de overblijvende duur van het oorspronkelijke mandaat; ofwel aangesteld worden in een ambt van Directeur van een studiegebied voor een duur die gelijk is aan de overblijvende duur van het oorspronkelijke mandaat van Adjunct-directeur.

HOOFDSTUK VIII. — *Inwerkingtredingen*

Art. 89. Dit decreet treedt in werking voor het academiejaar 2010-2011, met uitzondering van artikel 3 dat uitwerking heeft met ingang van 15 september 2008; van artikel 8 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2010, van de artikelen 86 en 87 die uitwerking hebben met ingang van 1 juli 2010; van artikel 18 dat in werking treedt op 1 september 2010; van de artikelen 65, 66, 69 en 70 die in werking treden op 1 oktober 2010 en van artikel 6 dat in werking treedt op 1 januari 2011.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 1 december 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-president en Minister van Kind, Wetenschappelijk onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-president en Minister van Hoger onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele sector, Gezondheid en Gelijke kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 128-1. — Verslag nr. 128-2.

Zitting 2010-2011.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 1 december 2010.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2010 — 4259

[C - 2010/29620]

21 OCTOBRE 2010. — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les caractéristiques techniques de Bruxelles 103.7 MHz assignable à un éditeur de services pour la diffusion de service de radiodiffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre sans qu'une autre Communauté soit empêchée de mener sa propre politique en matière de radiodiffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant le cadastre initial de référence de la Communauté française pour la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87.5-108 MHz et modifiant le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française;

Vu le décret du 30 avril 2009 portant ratification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 mars 2009 portant coordination du décret sur les services de médias audiovisuels, et en particulier l'article 99;

Considérant que la liberté d'expression est consacrée par le droit international, notamment par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et l'article 9 de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales;

Considérant que la liberté d'expression est consacrée par l'article 25 de la Constitution;

Considérant que la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques régit la matière à l'échelon fédéral;

Considérant que l'article 13, alinéa 2, de la loi précitée prévoit que, pour l'assignation et la coordination des radiofréquences, l'IBPT tient notamment compte des accords internationaux, régionaux ou particuliers y relatifs ainsi que des dispositions européennes concernant l'harmonisation des radiofréquences;

Considérant que l'article 14 de la loi précitée énonce que le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les prescriptions concernant l'utilisation des radiofréquences et les prescriptions techniques concernant l'attribution de radiofréquences destinées exclusivement à des signaux de radiodiffusion, qui doivent rester communes à l'ensemble de la radiodiffusion, quelle que soit leur destination;